

CAMERA DEI DEPUTATI

Doc. **XII-bis**
N. 105

DOCUMENTO DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELLA NATO

Dichiarazione n. 294 su:
« Il Kosovo » (*)

Annunziata il 23 dicembre 1999

L'ASSEMBLÉE,

1. Nous, membres de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) réunis à Varsovie pour notre Session de printemps, avons adopté la déclaration suivante pour exprimer notre soutien aux objectifs poursuivis par l'OTAN à travers la campagne qu'elle mène pour instaurer les conditions qui permettront aux réfugiés de rentrer au Kosovo dans un climat de sécurité et de garantir la paix et la stabilité dans la région. En notre qualité d'élus, nous reflétons les opinions de nos populations qui rejettent totalement les pratiques du régime de Milosevic. Nous sommes persuadés que les propositions de paix contenues dans la présente déclaration respectent pleinement les droits de l'homme de tous

les citoyens de la région, y compris ceux de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) et que, même s'il est extrêmement regrettable, le recours à la force pour protéger les droits de l'homme était, dans les circonstances actuelles, justifiable;

2. Nous sommes convaincus que la politique du gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie au Kosovo remet fondamentalement en cause les valeurs

(*) Présentée par la Commission permanente et adoptée par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, le 31 mai 1999, à Varsovie. Cette déclaration fait suite à une déclaration du Bureau datée du 15 février 1999 et de déclarations faites par la Commission permanente les 27 mars et 7 mai 1999. Ces documents sont disponibles au Secrétariat international et sont aussi accessibles sur le site web de l'Assemblée, <http://www.naa.be>.

que l'OTAN défend de puis sa fondation — la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit;

3. Nous condamnons la politique du président Milosevic et de son régime — expulsions, meurtres et autres atrocités perpétrés contre des civils innocents. Nous devons ensemble, parlements et gouvernements, faire la preuve qu'il n'y a pas de place en Europe pour le genre de dirigeants qui, en RFY, permettent les brutales violations des droits de l'homme qui ont été commises et sont encore commises. L'on ne peut consentir au succès de cette campagne de terreur;

4. Nous réaffirmons qu'il ne peut y avoir de paix durable sans justice. Les atrocités perpétrées contre le peuple du Kosovo par les forces militaires, paramilitaires et de police de la RFY violent le droit international. Le président Slobodan Milosevic et les autres responsables de la campagne systématique de violence et de destruction dirigées contre des civils kosovars innocents, ainsi que de la déportation forcée de centaines de milliers de réfugiés, devront rendre compte de leurs actes en conformité avec le droit international et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Bien que les actions du Tribunal international pénal pour l'ex-Yougoslavie peuvent compliquer le processus de négociations, le soutien international pour la primauté du droit et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales doivent prévaloir;

5. Nous exprimons notre solidarité avec le peuple kosovar et avec les réfugiés; nous déplorons la perte de vies innocentes; nous rendons hommage à nos militaires qui opèrent dans des conditions difficiles;

6. Nous partageons pleinement les objectifs de la communauté internationale tels qu'énoncés par le Secrétaire général des Nations unies et réaffirmés par l'Union européenne: paix, multi-ethnicité, démocratie et autonomie pour un Kosovo où le peuple tout entier puisse vivre en sécurité

et jouir des libertés et des droits de l'homme universels sur une base d'égalité. L'AP-OTAN appuie sans réserve ces objectifs en complet accord avec l'intégrité territoriale de la RFY;

7. Nous appuyons sans réserve les objectifs poursuivis par l'action militaire de l'OTAN contre la RFY, qui consistent à mettre un terme aux souffrances des Kosovars et à assurer le retour dans leurs foyers sous une protection internationale efficace. Cette action militaire est dirigée, non pas contre les peuples serbe et monténégrin dont nous regrettons vivement les souffrances, mais contre la politique du régime de Belgrade qui porte seul la responsabilité de tous les dommages occasionnés à la RFY;

8. Nous réaffirmons qu'un règlement pacifique du conflit exige de la part du président Milosevic qu'il se conforme aux exigences suivantes, conformément à la déclaration sur le Kosovo publiée par les chefs d'Etat et de gouvernement présents à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord à Washington les 23 et 24 avril 1999:

a) un arrêt vérifiable de toute action militaire et la cessation immédiate de la violence et de la répression par les forces de la RFY au Kosovo;

b) le retrait des forces militaires, paramilitaires et de police du Kosovo;

c) une présence militaire internationale au Kosovo;

d) le retour sans conditions et dans un climat de sécurité de tous les réfugiés et personnes déplacées dans leurs foyers et l'accès sans entraves des organisations d'aide humanitaire auprès de ces personnes;

e) des preuves crédibles de sa volonté de travailler à l'établissement d'un accord-cadre politique pour une solution durable au problème du Kosovo;

9. Nous souhaiterions exprimer notre profond attachement aux principes généraux contenus dans la déclaration adoptée par les ministres des Affaires étrangères du G-8 lors de la réunion qu'ils ont tenue à Bonn, Allemagne, le jeudi 6 mai 1999 ainsi qu'à l'application pleine et entière de ces principes. Nous estimons que tout doit être entrepris afin d'aller dans le sens de la décision du G-8 de transposer sa déclaration dans une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies dans le cadre du chapitre VII de sa charte et nous considérons que l'acceptation de cette déclaration par la RFY serait une mesure positive;

10. Nous approuvons tous les efforts diplomatiques de résolution du conflit menés par nos gouvernements, sur un plan bilatéral et multilatéral. Nous reconnaissons et saluons les efforts déployés par le gouvernement et les parlementaires russes en vue d'instaurer une solution à long terme au Kosovo;

11. Au-delà du Kosovo, nous sommes convaincus qu'un ordre de paix et de sécurité durable en Europe est facilité par une coopération étroite entre l'OTAN et la Russie. Nous sommes prêts à travailler avec nos partenaires du Parlement russe pour trouver un terrain d'entente sur cette crise et sur tout futur défi majeur à la sécurité européenne;

12. Nous reconnaissons et apprécions le courageux soutien que les Etats de la région apportent aux opérations de l'OTAN au Kosovo. Nous nous félicitons de l'engagement pris par l'OTAN dans le contexte du Plan d'action pour l'adhésion adopté à Washington, à aider ceux des pays de la région qui souhaitent accélérer leur intégration dans l'Alliance. Nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir, par le biais de notre programme Rose-Roth, pour soutenir ces efforts;

13. Nous affirmons aussi notre soutien au gouvernement démocratiquement élu du président Djukanovic au Monténégro et

nous nous engageons à faire participer des parlementaires monténégrins aux activités de l'Assemblée dans l'attente d'une démocratisation de l'ensemble de la RFY;

14. Nous exprimons notre solidarité avec les réfugiés du Kosovo et nous nous félicitons de tous les efforts des gouvernements et organisations non gouvernementales pour améliorer leur sort. Nous invitons instamment nos gouvernements à venir en aide à l'Albanie et à l'ex-République yougoslave de Macédoine par la construction de structures d'accueil et par une aide financière afin d'éviter l'effondrement de leurs économies et, si besoin, par d'autres moyens de leur venir activement en aide pour supporter ce lourd fardeau, par exemple en acceptant de donner temporairement refuge en Europe occidentale et en Amérique du Nord à un plus grand nombre de personnes déplacées, moyennant une répartition équitable;

15. Nous désirons appuyer tous les efforts des formations de l'opposition démocratique yougoslave destinés à provoquer un changement démocratique dans leur pays. Nous affirmons qu'une Yougoslavie démocratique a sa place dans la communauté des Etats européens;

16. Nous sommes convaincus que les pays de l'OTAN devraient fermement s'engager à promouvoir le développement économique en Europe du Sud-Est. C'est pourquoi nous appuyons tous les efforts de nos gouvernements pour établir sans tarder des plans d'ensemble visant à stabiliser l'Europe du Sud-Est économiquement et politiquement et à démocratiser la région, ainsi que leurs efforts pour dégager les ressources nécessaires afin que la reconstruction, programmée de façon progressive, puisse commencer immédiatement après un cessez-le-feu. Ces plans devraient notamment inclure une indemnisation pour les dommages subis par les pays voisins de la Yougoslavie et ils devraient

être suivis par l'adoption de stratégies ayant pour but le développement futur de ces pays et leur intégration dans l'Union européenne. Nous invitons tous les Etats à coopérer dans un effort visant à dégager un pacte de stabilité, comme l'a proposé la présidence de l'Union européenne. Nous estimons que ces plans doivent être fondés

sur une coopération et une coordination étroites entre institutions internationales, dont les Nations unies, l'Union européenne, l'OSCE et l'OTAN; l'OTAN devrait jouer un rôle de premier plan dans le déploiement militaire qui sera essentiel à la stabilisation à long terme du Kosovo et au retour des réfugiés.

Resolution n. 294

on

Kosovo (*)

THE ASSEMBLY,

1. We, the members of the NATO Parliamentary Assembly (NATO PA) gathered at our Spring Plenary in Warsaw have adopted the following Declaration of support for the objectives of NATO in its campaign to establish conditions making it possible for refugees to return in safety to Kosovo and to secure peace and stability in the region. As public representatives we reflect the opinions of our peoples who wholly reject the practices of the Milosevic regime. We are convinced that the peace proposals contained in this Declaration fully respect the human rights of all the citizens of the region, including those of the Federal Republic of Yugoslavia (FRY) and that, whilst most regrettable, the use of coercion to protect human rights is in these circumstances justifiable;

2. We believe that the policy of the government of the Federal Republic of Yugoslavia in Kosovo represents a fundamental challenge to the values for which NATO has stood since its foundation – democracy, human rights and the rule of law;

3. We totally condemn the policies of President Milosevic and his regime – the expulsions, murders and other atrocities committed against innocent civilians. We must demonstrate, governments and parliaments together, that there is no place in Europe for the kind of leadership in the FRY which permits the violent abuse of human rights that has been, and is, oc-

curing. This campaign of terror cannot be allowed to succeed;

4. We reaffirm that there can be no lasting peace without justice. Atrocities against the people of Kosovo by FRY military, police and paramilitary forces violate international law. President Slobodan Milosevic and those others responsible for the systematic campaign of violence and destruction against innocent kosovar civilians and for the forced deportation of hundreds of thousands of refugees will be held accountable for their actions in accordance with international law and the relevant resolutions of the United Nations Security Council. While the actions of the international Criminal Tribunal for the former Yugoslavia may complicate diplomatic negotiating efforts, international support for the rule of law and the protection of human rights and fundamental freedoms remains paramount;

5. We express our solidarity with the Kosovar people and with the refugees; we deplore the loss of innocent lives; we appreciate the efforts of our military forces operating in difficult circumstances;

(*) Presented by the Standing Committee and adopted by the NATO Parliamentary Assembly on 31 May 1999, in Warsaw. This Declaration followed a Bureau Statement on 15 February 1999 and Statements issued by the Standing Committee on 27 March and 7 May 1999. These are available from the International Secretariat and can also be obtained from the Assembly's website: <http://www.naa.be>.

6. We fully share the objectives of the international community as stated by the UN Secretary General and reaffirmed by the European Union: a peaceful, multi-ethnic, democratic and autonomous Kosovo where all its people can live in security and enjoy universal human rights and freedoms on an equal basis. The NATO PA fully supports these objectives in full respect of the territorial integrity of the FRY;

7. We fully support the objectives being pursued by the military action undertaken by NATO against the FRY aimed at ending the suffering of the Kosovars and securing their return to their rightful homes under effective international protection. This military action is directed not at the Serb and Montenegrin people, whose suffering we deeply regret, but at the policies of the regime in Belgrade which is to be blamed as solely responsible for any loss incurred in the FRY;

3. We reaffirm that a peaceful settlement of the conflict requires President Milosevic to comply with the following demands consistent with the Statement on Kosovo issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Washington, D.C., on April 23-24, 1999:

a) a verifiable stop to all military action and the immediate ending of violence and repression in Kosovo by FRY forces;

b) the withdrawal from Kosovo of military, police and paramilitary forces;

c) the stationing in Kosovo of an international military presence;

d) the unconditional and safe return of all refugees and displaced persons to their homes and unhindered access to them by humanitarian aid organisations;

e) a credible demonstration of his willingness to work for the establishment of a political framework agreement for a lasting solution to the problem of Kosovo;

9. We would register strong support for the general principles contained in the statement agreed by the G-8 Foreign Ministers in their meeting in Bonn, Germany, Thursday 6 May 1999, and their full implementation. We believe that every effort must be made to follow up the G-8 decision to translate their statement into a UN Security Council resolution under chapter VII of the UN Charter and we believe that the acceptance of the statement by the FRY would be a positive step;

10. We support all diplomatic efforts by our governments, bilaterally and multilaterally, to bring about a resolution of the conflict. We acknowledge and welcome the efforts made by the Russian government and parliamentarians with the aim of bringing about a long-term solution in Kosovo;

11. Beyond Kosovo, it is our conviction that a lasting order of peace and security in Europe is facilitated by close co-operation between NATO and Russia. We are ready to work with our partners in the Russian parliament in order to find common ground on this crisis and on any major future challenge to Europe's security;

12. We acknowledge and welcome the courageous support that states from the region are providing to the NATO operations in Kosovo. We welcome NATO's commitment, in the context of the Membership Action Plan adopted in Washington, to assist those countries in the region who seek to accelerate their membership in the Alliance. We pledge to do our utmost, through our own Rose-Roth programme, to support these efforts;

13. We also pledge our support to the democratically elected government of President Djukanovic in Montenegro and commit ourselves to involving Montenegrin lawmakers in Assembly activities, pending a democratisation of the entire FRY;

14. We express our solidarity with the refugees of Kosovo and commend all ef-

forts by government and non-governmental organisations to alleviate their plight. We appeal to our governments to assist Albania and the former Yugoslav Republic of Macedonia with the construction of reception facilities and with financial assistance to avoid disruption of their economies and, where appropriate, by other means of actively helping them shoulder this heavy burden, for example, by accepting, with an equitable distribution, additional numbers of displaced persons for temporary shelter in Western Europe and North America;

15. We wish to support all efforts by Yugoslav democratic opposition groups to bring about democratic change in their country. We affirm that a democratic Yugoslavia has its place among the community of European states;

16. We are convinced that the NATO nations should commit themselves firmly to the promotion of economic development in South Eastern Europe. Therefore, we

support all efforts by our governments to devise early plans for the comprehensive economic and political stabilisation of South Eastern Europe and the democratisation of the region and to earmark corresponding resources so that appropriately phased reconstruction can begin immediately after a cease-fire. These plans should include compensation for damage suffered by the countries neighbouring Yugoslavia and should be followed by designed strategies for their future development and integration in the European Union. We invite all states to co-operate in an effort to agree a stability pact as has been proposed by the European Union presidency. We believe these plans must be based on close co-operation and co-ordination between international institutions, including the United Nations, the European Union, the OSCE and NATO, with NATO playing a leading role in the military deployment which will be essential to the long-term stabilisation of Kosovo and the return of the refugees.

N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 294

Su:

Il Kosovo (*)

L'ASSEMBLEA,

1. Noi, membri dell'Assemblea parlamentare della NATO, riuniti in seduta plenaria nella Sessione primaverile di Varsavia, abbiamo adottato la seguente Dichiarazione, a sostegno degli obiettivi della NATO, impegnata nella sua campagna volta a creare condizioni che rendano possibile il rientro dei rifugiati in Kosovo in un clima di sicurezza e ad assicurare la pace e la stabilità nella regione. In quanto rappresentanti pubblici, rispecchiamo l'opinione dei nostri popoli che respingono in toto gli atti del regime di Milosevic. Siamo persuasi che le proposte di pace contenute nella presente Dichiarazione rispettino appieno i diritti umani di tutti i cittadini della regione, ivi compresi quelli della Repubblica federale di Jugoslavia, e che, per quanto motivo di grave ramma-rico, il ricorso alla coercizione per proteggere i diritti dell'uomo, sia considerate le circostanze, giustificabile;

2. Riteniamo che la politica del Governo dalla Repubblica federale di Jugoslavia in Kosovo costituisca una fondamentale sfida ai valori che la NATO difende sin dalla sua fondazione, ossia la democrazia, i diritti dell'uomo e il primato del diritto;

3. Esprimiamo piena condanna per le politiche attuate dal presidente Milosevic — espulsioni, assassini e altre atrocità perpetrate a danno di civili innocenti. Dobbiamo dimostrare, Governi e Parlamenti insieme, che non vi è posto in Europa per il tipo di dirigenti che, nella Repubblica

federale di Jugoslavia, permettono le brutali violazioni dei diritti umani che sono state e continuano ad essere commesse. Non si può consentire che tale campagna di terrore abbia successo;

4. Riaffermiamo che non vi può essere una pace duratura senza giustizia. Le atrocità commesse contro il popolo del Kosovo dalle forze militari, paramilitari e di polizia della Repubblica federale di Jugoslavia costituiscono una violazione del diritto internazionale. Il presidente Slobodan Milosevic e gli altri responsabili della sistematica campagna di violenza e distruzione condotta contro innocenti civili kosovari, nonché della deportazione forzata di centinaia di migliaia di rifugiati, dovranno rispondere delle loro azioni conformemente al diritto internazionale e alle risoluzioni in materia adottate dal Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite. Sebbene le azioni intraprese dal Tribunale penale internazionale per l'ex Jugoslavia possano rendere più difficili gli sforzi negoziali della diplomazia, il sostegno internazionale al primato del diritto e alla tutela dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali riveste un'importanza suprema;

5. Esprimiamo la nostra solidarietà al popolo kosovaro e ai rifugiati; deploriamo la perdita di vite innocenti; esprimiamo apprezzamento per l'impegno dei nostri militari che operano in condizioni difficili;

(*) Precedentemente denominata Assemblea dell'Atlantico del Nord.

6. Condividiamo pienamente gli obiettivi della comunità internazionale, come enunciati dal Segretario generale delle Nazioni Unite e riaffermati dall'Unione europea: un Kosovo pacifico, multi-etnico, democratico e autonomo in cui il popolo intero possa vivere nella sicurezza e godere delle libertà e dei diritti dell'uomo universali su base paritaria.

L'Assemblea parlamentare della NATO sostiene tali obiettivi nel pieno rispetto dell'integrità territoriale della Repubblica federale di Jugoslavia;

7. Sosteniamo appieno gli obiettivi perseguiti dall'azione militare intrapresa dalla NATO contro la Repubblica federale di Jugoslavia, volta a porre fine alle sofferenze dei Kossovani e a garantire il ritorno nelle abitazioni legittime sotto un'efficace protezione internazionale. Tale azione militare non è diretta contro il popolo serbo e montenegrino, delle cui sofferenze ci rammarichiamo profondamente, ma contro le politiche attuate dal regime di Belgrado che porta l'intera responsabilità delle perdite causate in Kosovo;

8. Riaffermiamo che per una composizione pacifica del conflitto è necessario che il Presidente Milosevic ottemperi alle seguenti richieste, in conformità alla Dichiarazione sul Kosovo rilasciata dai Capi di Stato e di Governo che hanno partecipato alla riunione del Consiglio atlantico di Washington, il 23 e 24 aprile 1999:

a) la cessazione verificabile di ogni azione militare e l'immediato arresto delle violenze e della repressione in Kosovo da parte della forze della Repubblica federale di Jugoslavia;

b) il ritiro dal Kosovo delle forze militari, paramilitari e di polizia;

c) il dispiegamento in Kosovo di una presenza militare internazionale;

d) il ritorno incondizionato e in un clima di sicurezza di tutti i rifugiati e delle persone dislocate alle loro case e la possibilità per le organizzazioni di assistenza

umanitarie di raggiungere tali persone senza impedimenti;

c) una dimostrazione credibile della sua volontà di operare affinché venga stabilito un accordo politico quadro per una soluzione duratura del problema del Kosovo;

9. Desideriamo esprimere forte sostegno ai principi generali contenuti nella dichiarazione, adottata dai Ministri degli esteri del G-8 in occasione della riunione tenutasi a Bonn giovedì 6 maggio 1999, e alla loro piena applicazione. Riteniamo che debba essere fatto tutto il possibile perché sia dato seguito alla decisione del G-8 di trasporre tale dichiarazione in una risoluzione del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, conformemente al Capitolo VII della Carta delle Nazioni Unite, e riteniamo che l'accettazione di tale dichiarazione da parte della Repubblica federale di Jugoslavia costituirebbe un positivo passo avanti;

10. Sosteniamo tutti i tentativi diplomatici messi in atto dai nostri governi, a livello sia bilaterale che multilaterale, per addivenire ad una soluzione del conflitto. Riconosciamo e accogliamo con favore gli sforzi compiuti dal governo e dai parlamentari russi per giungere ad una soluzione a lungo termine in Kosovo;

11. Siamo convinti che, oltre che in Kosovo, un ordine di pace e di sicurezza durevoli in Europa sia favorito da una stretta cooperazione tra la NATO e la Russia. Siamo pronti a lavorare insieme ai nostri interlocutori del Parlamento russo per trovare un terreno comune sulla presente crisi e su qualsiasi grave sfida futura alla sicurezza europea;

12. Riconosciamo e apprezziamo il coraggioso sostegno fornito dagli Stati della regione alle operazioni della NATO in Kosovo. Ci ralleghiamo dell'impegno assunto dalla NATO, nel quadro del Piano d'azione per l'adesione adottato a Washington, di aiutare quei paesi della regione che intendono accelerare la loro adesione all'Al-

leanza. Ci impegniamo ad adoperarci al massimo per sostenere tali iniziative, attraverso il nostro programma Rose-Roth;

13. Affermiamo altresì il nostro sostegno al Governo democraticamente eletto del presidente Djukanovic in Montenegro e ci impegniamo a coinvolgere i parlamentari montenegrini nelle attività dell'Assemblea, in attesa di una democratizzazione della Repubblica federale di Jugoslavia nel suo complesso;

14. Esprimiamo la nostra solidarietà ai rifugiati del Kossovo e il nostro plauso per tutti gli sforzi compiuti dai governi e dalle organizzazioni non governative per attenuare la loro condizione di sofferenza. Rivolgiamo un appello ai nostri governi perché diano assistenza all'Albania e all'ex Repubblica jugoslava di Macedonia allestendo strutture di accoglienza e fornendo sostegno finanziario, onde evitare il tracollo delle loro economie e, se del caso, con altri mezzi per aiutarle concretamente a sopportare questo pesante fardello, accettando, ad esempio, di accogliere temporaneamente in Europa occidentale e nel Nord America, secondo un'equa distribuzione, un'ulteriore quota di persone dislocate;

15. Intendiamo sostenere tutti gli sforzi dei gruppi di opposizione democratica jugoslavi volti a produrre un cambiamento in senso democratico nel loro paese. Affer-

miamo che una Jugoslavia democratica trova il proprio posto in seno alla comunità degli Stati europei;

16. Siamo persuasi che i paesi della NATO debbano impegnarsi fermamente per promuovere lo sviluppo economico in Europa sudorientale. Sosteniamo, pertanto, tutti gli sforzi dei nostri governi volti a definire senza indugio dei piani di stabilizzazione economica e politica globale dell'Europa sudorientale e di democratizzazione della regione, nonché volti a stanziare le risorse necessarie, in modo da poter avviare la ricostruzione, opportunamente graduata, immediatamente dopo il cessate-il-fuoco. Tali piani dovrebbero anche prevedere un indennizzo per i danni subiti dai paesi confinanti con la Jugoslavia e dovrebbero essere seguiti da strategie mirate per un loro futuro e un'integrazione nell'Unione europea. Invitiamo tutti gli Stati a cooperare nella ricerca di un accordo su un patto di stabilità, così come proposto dalla presidenza dell'Unione europea. Riteniamo che i suddetti piani debbano fondarsi su una stretta cooperazione e coordinamento fra istituzioni internazionali, quali le Nazioni Unite, l'Unione europea, l'OSCE e la NATO; quest'ultima dovrebbe avere un ruolo di primo piano nello spiegamento militare che sarà essenziale per la stabilizzazione a lungo termine del Kossovo e per il ritorno dei rifugiati.